AFCDP

CORRESPONDANT INFORMATIQUE ET LIBERTÉS
BIEN PLUS QU'UN MÉTIER

CORRESPONDANT INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

BIEN PLUS QU'UN MÉTIER

www.afcdp.net

Cet ouvrage est une production de l'AFCDP (Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel), réalisé avec la collaboration de Pascal Alix, Jeanne Bossi Malafosse, Philippe Boucher, Armande Bru-François, Isabelle Cantero, Eric Caprioli, Johanna Carvais, Emmanuel Cauvin, Isabelle Charpentier, Dominique Ciupa, Georges Courteline, Amandine Delsuc, Florence Eon, Stéphanie Faber, Corentin Hellendorff, Christophe Jolivet, Joëlle Jouret, Garance Mathias, Aurélie Merquiol, Bruno Rasle, Julien Rossi, Clémence Scottez

Titre basé sur une idée d'Alessandro Fiorentino

Assistants de publication : Patrick Blum et Frédéric Duplaix

Livre collectif conçu sur une proposition et sous la direction de Bruno Rasle, Délégué général de l'AFCDP

L'AFCDP diffuse, chaque mois, une lettre de veille gratuite et électronique, intitulée « L'Actualité des données personnelles ». Pour la recevoir il vous suffit d'adresser un courriel à delegue.general@afcdp.net, en indiquant vos coordonnées professionnelles.

© 2015 Auteur et éditeur AFCDP, 1 rue de Stockholm, 75008 Paris

Tous droits réservés – Premier tirage Mars 2015 – Version 1.0

ISBN : 978-2-9552430. Dépôt légal mars 2015. Prix de vente : 24 euros

Imprimé par Lulu Press, Inc. 3101 Hillsborough Street, Raleigh, NC 27607 U.S.A. sur papier non-acide, sans plomb, élaboré à partir de la pulpe de bois et certifié FSC (*Forest Stewardship Council*). Ce papier respecte la norme ISO 9706 pour le papier permanent.

CORRESPONDANT INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

BIEN PLUS QU'UN MÉTIER

Alors que l'on fête en 2015 les dix ans de la création du correspondant Informatique et Libertés, l'AFCDP donne la voix à des professionnels de la protection des données en publiant ce livre collectif et démontre ainsi sa capacité à rassembler cette communauté. Depuis sa création, la CNIL a toujours souhaité collaborer régulièrement avec les membres de l'AFCDP pour être au plus près du « terrain » et partager des retours d'expériences qui nourrissent ainsi, depuis une dizaine d'années, les réflexions que nous avons sur le métier de CIL ou sur l'élaboration de cadres de références sectoriels.

En parcourant cet ouvrage, j'observe une grande diversité des sujets publiés qui témoignent de l'universalité de notre matière et de sa vive actualité. Avec des articles aussi variés que ceux traitant du *Big Data*, de la mutualisation du CIL, des transferts internationaux de données, des labels de la CNIL, ou de l'évolution du CIL en DPO, s'illustre parfaitement l'importance des questions qui n'auront jamais autant fait débat, tant au niveau national bien sûr qu'au niveau européen avec la perspective fin 2015 d'une nouvelle réglementation en matière de protection des données.

Dans ce contexte de transformation numérique de notre société, doit s'élaborer la meilleure régulation possible pour protéger nos droits et libertés individuelles tout en accompagnant l'innovation. C'est pour cette raison que je suis particulièrement attachée au rôle clé joué par le CIL dans cette approche qui contribue, *de facto*, à la

dynamique d'une régulation vertueuse et efficace du monde numérique.

Etre CIL est *bien plus qu'un métier* car au-delà de ses compétences et de ses moyens, il y a souvent une motivation liée aux valeurs portées par la protection des données et un investissement sans cesse renouvelé sur une matière qui nous concernent tous en tant que professionnel, parent, consommateur ou simple citoyen, qu'il s'agisse de la sphère publique ou privée.

Je suis dès lors convaincue que la lecture de cet ouvrage contribuera à attiser votre curiosité et au-delà, à continuer d'avancer ensemble.

Isabelle FALQUE-PIERROTIN

Présidente de la Commission Nationale Informatique et Libertés
Présidente du Groupe Article 29

Cher lecteur,

S'il existe plusieurs excellents ouvrages consacrés au droit des NTIC ou à la loi Informatique et Libertés, les livres dédiés au CIL sont encore rares. Vous tenez entre vos mains l'un d'entre eux, le premier ouvrage publié par l'AFCDP, intitulé *Correspondant Informatique et Libertés : bien plus qu'un métier*.

Les articles qui le composent sont d'une très grande variété. Certains de ces textes sont juridiques, d'autres plus techniques. Certains traitent de l'un des aspects du métier de CIL, tandis que d'autres concernent un secteur d'activité en particulier. Certains sont très opérationnels, d'autres, au contraire, sont plus théoriques. Certains font œuvre d'histoire quand d'autres rebondissent sur une actualité récente ou se projettent dans l'avenir.

Cette hétérogénéité reflète l'extrême variété d'activités qu'embrasse un CIL dans sa pratique professionnelle – sans doute l'un des facteurs qui explique son intérêt et la passion qui anime les femmes et les hommes qui exercent ce métier d'avenir.

Le point commun des articles sélectionnés ? Ils ont tous pour objectif d'intéresser les Correspondants Informatique et Libertés et, plus largement, tout professionnel de la protection des données à caractère personnel et de la conformité à la loi transposée de la directive 95/46CE.

Le choix de ces textes a été ardu, tant la qualité des articles proposés était élevée. Je voudrais donc remercier ici tous les professionnels qui nous ont fait l'honneur de soumettre une proposition au comité de lecture. Les travaux de ce comité ont été, sans surprise, l'un des moments forts que nous partageons régulièrement entre membres de l'AFCDP.

Ce volume peut être considéré comme un florilège ou des miscellanées (recueil d'écrits divers, mélanges, par emprunt au latin *miscellanea*, les « choses mêlées ») de témoignages et de réflexions sur un métier passionnant à exercer. Peut-être sera-t-il votre *vade-mecum*, manuel que l'on garde avec soi pour le consulter ?

J'espère donc que ce livre collectif répondra à vos attentes et vous en souhaite bonne lecture.

Paul-Olivier GIBERT

Président de l'AFCDP

Les articles qui composent cet ouvrage ont été sélectionnés par un comité de lecture, composé de :

BOSSI MALAFOSSE Jeanne, Counsel - Life Science et IP&T, DLA Piper France
BOULLEY-DUPARC Florence, Chargée de mission Informatique et Libertés, Vivendi
BRUN Régis, Adjoint du CIL de Groupama
CANTERO Isabelle, CIL externe, Société d'avocats Caprioli & Associés
CAPRIOLI Eric, Avocat, Société d'avocats Caprioli & Associés
CHAMPOUSSIN Christophe, Consultant Informatique et Libertés, Anaxil
DUBUS Stéphane, Attaché de direction, Urssaf
DUPLAIX Frédéric, Membre AFCDP
EON Florence, Directrice du service juridique de l'ASIP Santé
FORAY Bernard, Coordinateur pédagogique, formateur, gérant associé de la Manufacture numérique
LABEYRIE Patrick, CIL d'IBM France
MATHIAS Garance, Avocat
PROVOT Christophe, CIL de la ville de Vitry sur Seine
RIME Michel, CIL des groupes ARGOSYN et 3SI (3 Suisses)
SCHUMACHER Anne-Sophie, Avocat
SEUME Golo, CIL de Robert Bosch France

Les réunions de ce comité ont été organisées par Bruno RASLE, avec l'aide précieuse de Nathalie BRUNET et Corentin HELLENDORFF.

Les idées et opinions émises dans cet ouvrage n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs respectifs et pas celle de l'AFCDP.

SAFARI OU LA CHASSE AUX FRANÇAIS 11

par Philippe BOUCHER.....11

DE SAFARI À EDVIGE : 35 ANNÉES D´UNE HISTOIRE OUBLIÉE MALGRÉ LA CRÉATION DE LA CNIL.....19

par Dominique CIUPA.....19

LES QUATRE MODÈLES DE *DATA PROTECTION OFFICER* EN EUROPE 27

par Julien ROSSI.....27

COOKIES, ENJEUX D'UNE MISE EN CONFORMITÉ : LES BONNES PRATIQUES DU CIL.....43

par Jérémie OUEDRAOGO 43

TIC ET DONNÉES DE SANTÉ : POUR UN CADRE JURIDIQUE EN PHASE AVEC LES ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES ET LES BESOINS DU SYSTÈME DE SANTÉ 63

par Jeanne BOSSI et Florence EON.....63

L'INTÉRÊT LÉGITIME DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT *VERSUS* DROITS DES PERSONNES : À LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE 99

par Amandine DELSUC et Stéphanie FABER.....99

NI JURISTE, NI INFORMATICIENNE : JE SUIS QUALITICIENNE … ET CIL !.....123

par Isabelle CHARPENTIER.....123

RÉFLEXIONS PROSPECTIVES EN FAVEUR D'UN NOUVEAU MODE DE CONSENTEMENT EN LIGNE 139

par Emmanuel CAUVIN.....139

SERVICES DE CONFIANCE ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL : IMPLICATIONS MULTIPLES À VENIR POUR LE DÉLÉGUÉ A LA PROTECTION DES DONNÉES 153

par Isabelle CANTERO et Eric CAPRIOLI 153

LA BIOMÉTRIE : Y AURAIT-IL DU CHANGEMENT DANS L'AIR ? 169

par Garance MATHIAS 169

LE BILAN ANNUEL DU CIL : CORVÉE OU OUTIL DE CONDUITE DU CHANGEMENT ? 185

par Bruno RASLE 185

LE GROUPE DE TRAVAIL DE L'ARTICLE 29 213

par Julien ROSSI 213

UN SYSTÈME DE MANAGEMENT POUR PROTÉGER LES DONNÉES PERSONNELLES 235

par Christophe JOLIVET 235

CIL MUTUALISÉ - RETOURS D'EXPÉRIENCE 249

par Aurélie MERQUIOL 249

TRANSFERT DE DONNÉES À CARACTERE PERSONNEL : LE CONTEXTE ACTUEL ET LES ENJEUX AUTOUR DU *SAFE HARBOR* 261

par Garance MATHIAS 261

LE *BIG DATA* À L'ÉPREUVE DU DROIT 281

par Pascal ALIX 281

DONNÉES DE RECHERCHE ET VIE PRIVÉE. L'ANONYMAT RÈGLE-T-IL LE PROBLÈME ? 319

par Julien ROSSI 319

LA CONFORMITÉ DES TRAITEMENTS RELATIFS À LA GESTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX 333

par Armande BRU-FRANÇOIS 333
LE DPO : VERS UNE REDÉFINITION DU RÔLE DES CIL EN TANT QU'ACTEURS CLÉ DE LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES 377
par Clémence SCOTTEZ.....377
SÉSAME, OUVRE-TOI ! 415
par Bruno RASLE 415
L'OUBLI NUMÉRIQUE, UNE AMNÉSIE COLLECTIVE ?.....463
par Joëlle JOURET et Corentin HELLENDORFF.....463
LE LABEL CNIL COMME OUTIL DE CONFORMITÉ.....497
par Johanna CARVAIS 497
L'ARTICLE 330 511
par Georges COURTELINE.....511
À PROPOS DES AUTEURS.....527
À PROPOS DE L'AFCDP.....539
INDEX.....541
BIBLIOGRAPHIE INFORMATIQUE ET LIBERTÉS 549
LEXIQUE FRANÇAIS-ANGLAIS « PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES » 557
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 574
MES NOTES.....576

À PROPOS DES AUTEURS

Pascal ALIX, Membre AFCDP. Pascal Alix est avocat au Barreau de Paris, Correspondant Informatique et Libertés, membre de l'AFCPD et de l'IAPP, fondateur du site Internet AVOCIL.com. Il enseigne le droit des données personnelles à l'École de Formation du Barreau de Paris (EFB). Son cabinet (Virtualegis), présent sur Internet depuis 1999, a pour activité dominante le droit des technologies de l'information.

Jeanne BOSSI MALAFOSSE dispose d'une expérience significative dans diverses questions liées aux sciences de la vie, notamment dans le domaine des systèmes d'information de santé et s'agissant de la protection des données personnelles. Auparavant, Jeanne Bossi Malafosse était Secrétaire Générale de l'ASIP Santé. Avant cela, elle a passé 18 ans à la CNIL en tant que responsable de la division des affaires publiques et sociales, puis elle a été directrice adjointe des relations avec les usagers et du contrôle. Elle a notamment suivi les réformes sur la confidentialité et l'hébergement des données de santé au sein de la CNIL, puis les grands projets d'e-santé, tels que l'identifiant national de santé, le Dossier Médical Personnel (DMP) ou la messagerie sécurisée de santé (MSSanté), au sein de l'ASIP Santé.

Philippe BOUCHER, Journaliste et haut-fonctionnaire. Chef-adjoint au journal Le Monde (1973-1976) puis chef (1976-1978) du service des informations générales, il est éditorialiste entre 1978 et 1985 puis chroniqueur entre 1985 et 1991. Philippe Boucher est nommé conseiller d'État au tour extérieur en juin 1992 par François Mitterrand, avec lequel il avait noué des relations amicales dès avant l'accession de celui-ci à la présidence de République.

Armande BRU-FRANÇOIS, Membre AFCDP, Consultante Informatique et Libertés, Devoteam. Juriste de formation, spécialisée dans la protection des données à caractère personnel, Armande exerce des missions d'accompagnement des Correspondants Informatique et Libertés d'organismes de différents secteurs. Diplômée du Mastère Spécialisé « Gestion et Protection des Données à caractère personnel » de l'ISEP.

Isabelle CANTERO, Membre AFCDP, est Juriste au sein de la société d'avocats Caprioli & Associés au sein duquel elle dirige le Pôle Vie privée/protection des données personnelles. Elle est également CIL externe, chargée d'enseignement à l'Institut Universitaire de

Nice Sophia Antipolis (Master Droit des nouvelles technologies) et auteur d'articles et conférences en droit des données personnelles.

Eric CAPRIOLI, Membre AFCDP, Avocat à la Cour de Paris, Docteur en droit avec une habilitation à diriger des recherches en droit. Il est spécialisé en droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication, ainsi qu'en droit de la propriété intellectuelle. Membre de la délégation française aux Nations Unies en matière de droit du commerce électronique depuis 1993, il est Vice-Président de la Fédération des Tiers de confiance (FNTC), Vice-Président du Club des Experts de la Sécurité de l'Information et du Numérique (CESIN) et chargé d'enseignement à l'Université Paris II Panthéon-Assas. Eric Caprioli est l'auteur, depuis plus de 20 ans d'ouvrages, articles et conférences en droit de la dématérialisation, de la sécurité de l'information et du Numérique, des données personnelles, de l'informatique et des technologies de l'information.

Johanna CARVAIS, Responsable des Labels, CNIL. En charge des labels depuis deux ans, Johanna Carvais exerce la fonction de Responsable du pôle Labels au sein de la Direction de la Conformité de la CNIL. Titulaire d'un troisième cycle de droit public des technologies de l'information et de la communication, elle a d'abord travaillé en cabinet d'avocats, puis six ans au sein du service des affaires juridiques de la Commission. Elle donne régulièrement des cours et rédige des articles pour des revues spécialisées.

Emmanuel CAUVIN, Membre AFCDP, *Data Protection Officer* au sein d'un grand groupe industriel.

Isabelle CHARPENTIER, Membre AFCDP. CIL et Responsable Qualité et Développement durable, Néotoa. Initialement chimiste dans l'industrie pharmaceutique en région parisienne, son retour en Bretagne en 1990 a abouti à une spécialisation en Qualité, dans l'industrie de la plasturgie pendant cinq ans puis de la nutrition animale durant une dizaine d'années. En poste depuis 2008 chez Néotoa, bailleur social essentiellement implanté en Ille et Vilaine, Isabelle assure que la qualité concerne toutes les activités de l'office. Cette démarche fait l'objet d'une certification ISO 9001 depuis 2006. Dans un souci de maîtrise des risques et d'équité sociale, l'organisme a désigné Isabelle comme CIL interne dès 2009.

Dominique CIUPA, diplômé ingénieur des télécommunications, s'est intéressé aux opérateurs de télécommunications et à leur mise en concurrence. Il a travaillé sur la sécurité des réseaux avec l'arrivée des accès Internet rapide avant le début des années 2000. Les problèmes étaient ceux de la disponibilité des services et de leurs performances. Dominique Ciupa a travaillé sur les solutions françaises et internationales de sécurité. Il a créé le magazine « Mag Securs » en 2003, et qu'il a rapproché du groupe PC Presse en 2007. Il exerce depuis 2005 une activité de conseil en sécurité autour de l'appréciation des risques, l'élaboration de plan de traitement, la rédaction de politiques de sécurité, la mise en œuvre de systèmes de management, l'audit, etc. Les questions de confidentialité, notamment pour les données à caractère personnel, y occupent une

place essentielle. Il suit de près les normes internationales de systèmes de management, l'évolution des différents référentiels, français (dont les travaux de l'ANSSI, de la CNIL et de l'ASIP Santé), européens ou américains (le NIST).

Georges COURTELINE, Romancier et dramaturge français, élu à l'Académie Goncourt en 1926, né Georges Victor Marcel Moinaux (ou Moineau), le 25 juin 1858 à Tours, mort le 25 juin 1929 à Paris. Georges Courteline se définissait lui-même comme un observateur avisé de la vie quotidienne. Il met en scène des personnages comiques par le contraste qui existe entre leur modeste condition et leur ego très développé. Des fonctionnaires grisés par leur statut, des employés revendicatifs, des maris pleutres ou des dandys fêlés se retrouvent pêle-mêle dans une œuvre magistrale. Tout le génie de Courteline est de faire rire le public tout en attirant la sympathie et l'indulgence pour ces personnages si vrais et si humains.

Amandine DELSUC, Membre AFCDP. Responsable juridique et Correspondant Informatique et Libertés de l'ONG Action Contre la Faim depuis 2011, Amandine Delsuc s'est saisie de la question de la protection des données à caractère personnel, notamment au sein du monde associatif. À ce titre, elle est membre de l'Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel, au sein de laquelle elle co-anime le groupe de travail « Associations et

Fondations ». Elle a auparavant exercé la profession d'avocat dans le domaine du droit des affaires pendant six ans.

Florence EON, Membre AFCDP. Directrice du service juridique de l'ASIP Santé. Juriste experte en droit de la santé, Florence EON a exercé cette fonction en établissement de santé, en cabinet d'avocat, et depuis 2012 au sein du Service Juridique de l'ASIP Santé. À ce titre, elle contribue à la définition du cadre juridique des grands projets d'e-santé que mène l'agence : Dossier Médical Personnel (DMP), messagerie sécurisée de santé (MSSanté), système d'information des SAMU-Centres 15 (SI-Samu), projets de télémédecine, annuaires et référentiels.

Stéphanie FABER, Membre AFCDP, Avocate. Avec plus de 20 ans d'expérience en droit des affaires, Stéphanie Faber est en charge, à Paris, du département droit commercial, nouvelles technologies et données personnelles du cabinet international Squire Patton Boggs. Elle traite y tant des questions réglementaires que contractuelles et travaille quotidiennement en anglais. Elle est habituée à appréhender les différences culturelles et s'attache à intégrer les enjeux commerciaux de ses clients. Stéphanie intervient régulièrement dans le cadre de séminaires Informatique et Libertés et de formations universitaires. Elle est membre de l'AFCDP, de l'IAPP et du comité d'économie numérique de la CCI.

Corentin HELLENDORFF, Chargé de mission à l'AFCDP, basé à Bruxelles. Après un master en droit international et européen,

Corentin a eu l'occasion de participer à différentes réunions du groupe d'experts du Conseil de l'Union Européenne en charge de la protection des données (DAPIX) négociant le futur règlement européen relatif à la protection des données à caractère personnel.

Christophe JOLIVET est fondateur de Prosica (conseil, assistance technique et formation en sécurité de l'information et continuité des activités). Ingénieur spécialisé en protection des systèmes d'information et de communication sensibles, il est intervenu depuis une vingtaine d'années, soit en tant que consultant, soit en tant que RSSI au profit de nombreux groupes publics et privés européens. Il a participé à une expertise sur les problématiques de vote par internet et a occupé les fonctions de CIL étendu des sociétés Eutelsat SA et Fransat de 2007 à 2013.

Joëlle JOURET est juriste spécialisée en droit des technologies de l'information et de la communication (TIC). Joëlle a travaillé pendant six ans au sein du Ministère de la Justice belge comme juriste en charge de toutes les questions relatives à la protection des données. Dans ce cadre, elle a eu la chance de participer, au sein du groupe de travail DAPIX, aux négociations relatives au texte du règlement protection des données. Elle assure actuellement le poste de *Data Protection Officer* (DPO) chez Swift.

Sylvaine LUCKX est diplômée de Sciences-Po Paris, du DESS de Gestion de la Télématique, du Master des Télécoms et des Médias de l'Université de Paris-Dauphine où elle a travaillé à l'écriture d'ouvrages avec le Professeur Dominique Roux, ancien membre de

l'Autorité de Régulations des Télécommunications. Elle est devenue en 2001 chef de rubrique pour Informatiques Magazine, avant d'écrire pour différentes revues informatiques et grand public (Courrier Cadres, Liaisons Sociales). Elle travaille depuis 2007 pour le magazine Mag Securs, où elle s'intéresse de près à la problématique des données personnelles et de leur sécurité. Elle a notamment interviewé le journaliste Philippe Boucher, l'ancien Président de la CNIL Alex Türk, et Isabelle Falque-Pierrotin, actuelle Présidente. La protection des données personnelles, plus qu'un sujet journalistique, constitue pour elle un impératif citoyen et un enjeu de démocratie.

Garance MATHIAS, Avocat au Barreau de Paris, Chargée d'enseignement. Membre notamment du CESIN, du CLUSIF, de l'AFCDP. Après avoir travaillé au sein de Cabinets internationaux, Garance Mathias a choisi de créer, il y a plus de dix ans, sa propre structure dédiée au droit des affaires et à l'accompagnement des entreprises sur les enjeux juridiques liés aux technologies avancées, aux données personnelles et à la sécurité des systèmes d'information. Garance Mathias enseigne, écrit de nombreux articles et intervient régulièrement lors de conférences ou lors de formations consacrées à ces sujets.

Aurélie MERQUIOL, Membre AFCDP. Avocate de formation, Aurélie s'est très tôt intéressée à la problématique informatique et libertés dans sa carrière en conseillant les entreprises sur ce sujet puis en entrant au

service du CIL mutualisé de la profession notariale en 2008. Elle dirige actuellement la structure dédiée à la mise en conformité de cette profession, Cil.not.

Jérémie OUEDRAOGO. Juriste spécialisé en protection des données personnelles et en droit de l'informatique (IT LAw), il se passionne pour la diffusion de la culture Informatique et Libertés et dans l'accompagnement de la mise en conformité. Diplômé du Mastère Informatique et Libertés de l'ISEP, il a rédigé un mémoire de thèse professionnelle sur le thème, « Cookies : contraintes et enjeux d'une mise en conformité ». Il a également participé à la production de contenus à destination des enseignants et formateurs du C2i (Certificat Informatique et Internet) dans le cadre du projet « Droit du numérique », pour le compte du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Bruno RASLE, Délégué général de l'AFCDP. Chef de projet Informatique et Libertés à la CNAF (Mission de l'Audit, de la Conformité Informatique et Libertés, de la Sécurité du Système d'Information). Auteur du livre *Halte au Spam* (Eyrolles, 2003), Bruno Rasle a été membre du groupe de contact anti-spam mis en place par la DDM (Direction du Développement des Médias, services du Premier ministre), pour lequel il a organisé un cycle de conférences. Il est l'organisateur du premier séminaire français sur le sujet, le *Spam Forum Paris*, qui s'est tenu dans une salle mise à disposition par l'Assemblée nationale. Bruno Rasle forme les CIL depuis 2007

dans le cadre du Mastère spécialisé « Informatique et Libertés » de l'ISEP et a créé un « Kit de survie Technique pour CIL, avocats et juristes ».

Julien ROSSI, Membre de l'AFCDP. Chargé de missions pédagogiques à l'université de Szeged (Hongrie). Julien a suivi un Master en Affaires européennes à l'Institut d'Études Politiques de Lille où il a publié un mémoire de recherche sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sur les autorités nationales de protection des données personnelles, avant de faire un stage de fin d'études à l'Autorité nationale pour la protection des données et la liberté de l'information, en Hongrie, puis au service international de la Commission Nationale Informatique et Libertés. Il est chargé de missions pédagogiques à l'Institut d'Études Régionales et Internationales (IERI) de l'université de Szeged, en Hongrie.

Clémence SCOTTEZ, CNIL. Juriste. Spécialisée en droit des nouvelles technologies, Clémence Scottez est juriste au service des affaires économiques de la Direction de la Conformité de la CNIL. Titulaire d'un 3e cycle en droit du multimédia et de l'informatique, elle a consacré trois ans à l'instruction de plaintes au sein de la CNIL, puis a travaillé au pôle juridique NTIC/Informatique et Libertés d'un groupe bancaire, pour rejoindre par la suite le service des correspondants de la CNIL et accompagner les CIL de différents

secteurs et d'entreprises de toutes tailles dans l'accomplissement de leurs missions.

À PROPOS DE L'AFCDP

www.afcdp.net

L'AFCDP a été créée dès 2004, dans le contexte de la modification de la Loi Informatique & Libertés qui a officialisé un nouveau métier, celui de « Correspondant à la protection des données à caractère personnel » (ou CIL, pour Correspondant Informatique & Libertés).

L'AFCDP est certes l'association représentative des CIL, mais elle rassemble largement. Au-delà des professionnels de la protection des données et des Correspondants désignés auprès de la CNIL, elle regroupe toutes les personnes intéressées par la protection des données à caractère personnel. La richesse de l'association réside – entre autres – dans la diversité des profils des adhérents : Correspondants Informatique & Libertés, délégués à la protection des données, juristes et avocats, spécialistes des ressources humaines, informaticiens, professionnels du marketing et du e-commerce, RSSI et experts en sécurité, qualiticiens, archivistes et Record Manager, déontologues, consultants, universitaires et étudiants.

L'AFCDP est à la fois un lieu privilégié où les professionnels de la protection de la vie privée peuvent échanger en toute convivialité sur leurs pratiques professionnelles ; identifier et partager de bonnes pratiques ; contribuer à l'adoption de règles pertinentes et applicables par les différents législateurs, tant nationaux qu'européens ou internationaux.

L'AFCDP encourage la discussion et les échanges d'informations en matière de protection des données personnelles en vue de faciliter la communication entre ses membres et de promouvoir les meilleures pratiques. L'AFCDP entretient un dialogue avec la CNIL et d'autres autorités concernées au niveau français et européen par la protection des données personnelles.

En 2011, en compagnie de la GDD (Allemagne), la NGFG (Pays-Bas) et l'APEP (Espagne), l'AFCDP a fondé la confédération européenne des associations de *Data Privacy Officer*, CEDPO. L'Irlande, la Pologne et l'Estonie ont rejoint la confédération courant 2014. Cette confédération porte au niveau de Bruxelles la voix des professionnels concernés par le futur règlement européen sur les données.

Librement accessible sur le site www.afcdp.net : liste des membres, témoignages d'adhérents, abonnement à la lettre gratuite et mensuelle « L'Actualité des données personnelles », Statuts et règlement intérieur, composition du Conseil d'administration, communiqués de presse, Les bonnes raisons de désigner un CIL, Les idées fausses au sujet du CIL, Interview vidéo du « père » du CIL, etc.

Pour rejoindre l'AFCDP : www.afcdp.net/-Comment-adherer-

INDEX

absentéisme, 338
accountability, 211, 380, 399, 501
action de groupe, 384
ADN, 172
ADSN, 254
AEPD, 223, 486
affaire Snowden, 509
Afnor, 128
Allemagne, 32, 331, 389, 393, 398
Alliance Européenne pour l'Éthique en Publicité (AEEP), 106
analyse d'impact, 116, 247
anonymat, 347
  de l'alerte, 357
anonymisation, 312, 323, 349
  techniques d', 226
ANSSI, 425, 449, 457
APEP (*Asociación Profesional Española de Privacidad*), 39
ASIP Santé, 66, 285
attaque
  par dictionnaire, 436
  par force brute, 435
AU-004, 360, 369
audit interne, 131
autorité chef-de-file, 222
avocat général Jääskinen, 468
BCR, 227, 243, 383, 388, 505
Beauftragter für Datenschutz, 205
BEFTI, 459
Belgique, 39, 218
Bensamoun (Alexandra), 298
Bensoussan (Alain), 316
big data, 282, 324
bilan
  annexes au, 194
  avenir du, 208
  conservation du, 204
  date de présentation du, 189
  du CIL, 185
  longueur du, 191
  partiel, 189
  premier, 189
  preuve de la présentation de son, 190
  structure du, 191
biométrie
  à traces, 178
  autorisations uniques, 174
  confort, 180
  dispositifs biométriques, 170
  empreinte, 178
  empreinte digitale, 171

régime juridique actuellement applicable, 174
sans traces, 178
Bret (Robert), 207
Bundesdatenschutzgesetz, 27
cachet électronique, 156
CADA, 504
Cadre national d'Interopérabilité des Systèmes d'Information de Santé (CI-SIS), 75
Captcha, 451
care.data, 326
Carte de Professionnel de Santé (CPS), 83
Cavoukian (Ann), 315
CEDPO, 27, 209
Center for Digital Democracy, 276
Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie (CREDOC), 173
Chief Privacy Officer, 380, 389
Chirac (Jacques), 13
CHSCT, 348, 362
CIL
difficultés vécues par le, 196
externe, 188
mutualisé, 250
CJUE, 480
Clinton (Bill), 430
Club EBIOS, 312
CNAMTS, 86
CNIL
contrôle de la, 240
saisines de la, 198
code PIN, 425
codes de conduite sectoriels, 37
coffre-fort électronique, 157
Comité d'Agrément des Hébergeurs (CAH), 80
Comité Européen de la Protection des Données, 119
comitologie, 219
Commission LIBE, 210, 471
Commission pour la Protection de la Vie Privée, 40
conciliation vie professionnelle/vie privée, 338
Confédération Suisse, 288
consentement, 119, 296, 307, 347
absence de, 146
des salariés, 182, 349
éclairé, 140
exprès, 140
implicite, 146
informé, 140
libre, 140
réalité du, 149

spécifique, 140
vice du, 145
contrôle de l'identité des personnes, 174
contrôle des horaires de travail, 176
Cookies, 106
conservation des, 59
de performance, 52
de personnalisation, 52
de publicité, 53
de traçabilité, 53
techniques, 52
tiers, 53
Cousté (Pierre Bernard), 21
Cristina, 26
data mining, 287, 394
Data Protection Forum (DPF), 38
Data Protection Officer, 41, 379, 385
Data Protection Officers (NADPO), 38
Datenschutzbeauftragte, 389
déclaration de Varsovie (CEDPO), 42
Délégation à la Stratégie des Systèmes d'Information de Santé (DSSIS), 78
délit de complicité, 402
dépistage des risques, 340
Desgens-Pasanau (Guillaume), 192, 197
désindexation, 478
Détraigne (Yves), 390
devoir de mémoire, 476
discrimination, 355, 369
dispositifs d'alerte, 339
dispositifs de signalement de cas à risque, 334
DMP (dossier médical personnel), 66
données
biométriques, 173
comportementales, 172
dactyloscopiques, 172
de santé, 64
minimisation des, 299
relatives à la santé, 343
science des, 295
sensibles, 343
Dossier Pharmaceutique (DP), 68
double clic, 148
DoubleClick, 390
DPO, 379
durée du mandat du, 404
externalisé, 396
formation continue du, 41
indépendance du, 398
protection contre le licenciement du, 400
qualifications du, 392
responsabilité civile du, 402, 403
droit au déréférencement, 496
droit d'accès, 367
droit de rectification, 366

Dutoit (Frédéric), 207
écoute psychologique, 334
Edvige, 19
Edvirsp, 26
effet avalanche, 439
Electronic Communications Privacy Act, 269
empoisonnement DNS, 433
empreinte digitale, 175
ENISA, 163, 262
entropie, 331
Escoffier (Anne-Marie), 390
Espagne, 39, 331
Estonie, 32, 35
ETALAB, 325
étude « Mobilitics », 289
Étude d'Impact sur la Vie Privée (EIVP), 312
EUROPOL, 24
FBI (*Federal Bureau of Investigation*), 268
Federal Trade Commission, 288
Fiat France, 218
fingerprinting, 45
Functionaris Gegevensbescherming, 205
G29, 103, 214, 308, 332
  futur du, 230
  pouvoir du, 231
Gaëtan (Gorce), 460
gag Orders, 269
Gates (Bill), 460
GDD, 206
Gelly (Pascale), 205
gestion des présences, 176
Giscard d´Estaing (Valéry), 21
Google, 220, 311
Google Flu Trends, 286
Gorce (Gaëtan), 95, 177, 180
Hadoop, 283
handicap, 344
harcèlement, 339, 355, 369
hash, 438
Hassler (Théo), 472
Haute Autorité de Santé, 76, 92
Heartbleed, 430
hébergeurs de données de santé, 72
Hongrie, 30, 331
horodatage, 156
HTTPS, 430
humanoctet, 144
Hustinx (Peter), 318
ICANN, 215
ICO, 52, 455
Identifiant National de Santé (INS), 85
Inès, 25
Information Commissioner's Office, 38
information des personnes, 364
INRIA, 289
INS-C, 86

Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS), 345
Interactive Advertising Bureau(IAB), 106
intérêt légitime, 99, 304
Intervenant en Prévention des Risques Professionnels (IPRP), 345
iris de l'œil, 178
Irlande, 38
IRP (Instances Représentatives du Personnel), 200
ISO 26000, 136
ISO 27001, 237
ISO 27004, 238
ISO 27035-2011, 247
ISO 9001, 127, 131, 134
Italie, 218, 221
John the Ripper, 437
JUDEX, 23, 302
k-anonymisation, 327
Keepass, 457
keylogger, 434
Know Your Customer - KYC, 167
Kohnstamm (Jacob), 220
Kroes (Neelie), 283, 286
Kuner (Christopher), 494
label, 497
  gouvernance Informatique et Libertés, 506
  relatif aux formations, 506
  relatif aux procédures d'audit, 506
  relatif aux services de coffre-fort numérique, 506
  renouvellement d'un, 499
  retrait du, 499
labellisation, 497
Land de Hesse, 216
Le Grand (Gwendal), 460
Legras (Hélène), 186
Levallois-Barth (Claire), 186
liste des traitements, 240
Litchfield (David), 434
Lobbyplag, 325
logement social, 124
loi CADA, 201
loi Fourcade, 67
loi Godfrain, 417
loi Hamon, 498
loi HPST, 75, 84
Luxembourg, 32, 41, 205, 393
Maisons pour l'Autonomie et l'Intégration des malades d'Alzheimer (MAIA), 65
Malbec (Jean), 16
Marcelin (Raymond), 20
Marino (Laure), 286
médecin du travail, 340, 355
mégadonnées, 281
Messmer (Pierre), 20
métadonnées, 293

méthode AMDEC (Analyse des Modes de Défaillance et Étude de leur Criticité), 132
méthode HACCP (*Hazard Analysis Critical Control Point*), 132
mineur, 360
Mitnick (Kevin), 432
mort numérique, 257
mot de passe
  emprunt du, 420
  jetable, 443
  mort du, 460
  non renouvellement du, 450
  par défaut, 421
  personnel, 131
  résistance du, 426
  rotation du, 449
MSSanté (Messagerie Sécurisée de Santé), 66
National Security Letters (NSL), 269
Nerbonne (Sophie), 308
Newman (Abraham), 216
NIR, 86, 423
Note2be.com, 111
notification de violation de données à caractère personnel, 162, 246
NSA (*National Security Agency*), 268
Ohm (Paul), 326, 331
open data, 325
OpenSSL, 430, 431
opt-in, 44
ordonnance du 24 août 2011, 46
origines raciales ou ethniques, 343
OSCE, 481
OTP (One Time Password), 84, 424, 443
pack de conformité Logement Social, 343
passphrase, 424
Passport.Net, 224
Patriot Act, 263
pay as you drive, 288
Pays-Bas, 30, 36, 393, 400
Personnes Âgées En Risque de Perte d'Autonomie (PAERPA), 66
Personuppgiftsombudet, 205
perte d'intégrité, 162
pharming, 433
phishing, 146, 432
Pillet (François), 95
PMSI, 95
PNR (*Passenger Name Record*), 279
Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information de Santé (PGSSI-S), 78
Pompidou (George), 20

Prestataire de Service de Confiance (PSCo), 155
Prestataire de Services de Certification Électronique (PSCE), 157
prévention de la fraude, 104
prévention des risques, 334
principe de transparence, 305
prise d'empreinte, 439
Privacy Act, 22
Privacy by Default, 315
Privacy by Design, 50, 73, 114, 161, 315, 452
procédure de cohérence, 231
profilage, 294
Programme Hôpital Numérique, 92
projet *Tabula Rasa*, 173
protection des données par défaut, 317
pseudonyme
utilisation de, 161
pseudonymisation, 313
PSSIE (Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'État), 239
Qualité, 128
qualité de vie au travail, 334
rapport Podesta, 306
Rasle (Bruno), 481
Ratner (Michael), 270
recherche scientifique, 332
reconnaissance
du contour de la main, 175
faciale, 174
recouvrement de créances, 104
Reding (Viviane), 378
Référentiel d'authentification des acteurs de santé, 78
régies publicitaires, 53
règlement EIDAS, 155, 156
règles contraignantes d'entreprise, 227
ré-identification, 313
Renseignements Généraux, 25
répertoire ADELI, 83
Répertoire Partagé des Professionnels de Santé (RPPS), 82
réseaux sociaux, 297
Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), 136
responsable de traitement
engagement du, 237
notion de, 226
obligations incombant au, 245
RFID, 224
Ricouart-Maillet (Martine), 139
RIL (Relais Informatique et Libertés), 204
Risk Manager, 204
risque
analyse de, 132, 239

gravité du, 133
Indice de criticité, 133
mesurer le, 133
potentialité du, 133
professionnel, 345
psychosocial, 334
RNIAM, 87
RNIPP, 87
roue de Deming, 56, 130
Royaume-Uni, 30, 38
RSSI, 40, 204, 445
SAFARI, 11
Safe Harbor, 263, 365
SAMU, 73
Sarbanes-Oxley, 108
Sarra Soltani, 299
Schmarzo (Bill), 290
Schmidt (Eric), 484
Schneider (Bruce), 456
secret partagé, 67
sécurité
incident de, 247
insuffisante, 419
sensibilisation des salariés, 238
signature électronique, 156
Slovaquie, 34, 41
smartgrid, 285
SNIIRAM, 95
social engineering, 432
sous-traitant, 245
notion de, 226
re-qualifié de responsable de traitement, 226
soutien psychologique, 346
SSO (*Single Sign On*), 457
STIC, 23, 302, 420
Suède, 35, 216
Suisse, 205
Sweeney (Latanya), 327
Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI), 237
Taittinger (Jean), 14
TAJ, 303
télédéclaration des revenus, 423
test de Turing, 450
tiers archiveurs, 157
TIIP, 278
Touffait (Adolphe), 14
Tricot (Bernard), 21
Trouessin (Gilles), 440
Türk (Alex), 256
tyrannie des algorithmes, 289
USA Freedom Act, 277
vidéosurveillance, 225
Warusfel (Bertrand), 90
Wikileaks, 270
Zolynski (Célia), 298
zones de libre commentaire, 357

BIBLIOGRAPHIE INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Pour aller plus loin sur les sujets liés à la conformité Informatique et Libertés et la protection des données à caractère personnel, voici une sélection d'ouvrages francophones (le site web de l'AFCDP les recense).

BENSOUSSAN Alain, *Code Informatique, Fichiers et Libertés*, Larcier, 2014

DESGENS-PASANAU Guillaume, *Le Correspondant Informatique et Libertés*, éditions Lexis Nexis, 2013, dans la collection « Droit & Professionnels », ISBN : 978-2711018864. Préfacé par Monsieur Alex Türk

MATTATIA Fabrice, *Traitement des données personnelles - Le guide juridique - La loi Informatique et Libertés et la CNIL - Jurisprudences*, Eyrolles, 2013

DESGENS-PASANAU Guillaume, NAFTALSKI Fabrice, REVOL Sophie, sous la direction de NAFTALSKI Fabrice, *Informatique et Libertés - Enjeux, risques, solutions et outils de gestion*, Lamy, collection « Conformité », 2013, ISBN 978-2721215826

DESGENS-PASANAU Guillaume, *La protection des données à caractère personnel*, Lexis Nexis, 2012, 294 pages

RENARD Isabelle et RIETSCH Jean-Marie, *Aide-mémoire de droit à l'usage des responsables informatique*, Dunod, 2012

MANACH Jean-Marc, *Au pays de Candy, enquête sur les marchands d'armes de surveillance numérique* (livre numérique), OWNI Éditions, 2012, 118 pages

HENNO Jacques*, Silicon Valley / Prédateurs Vallée ? Ou comment Apple, Facebook, Google et les autres s'emparent de nos données*, Editions Télémaque, 2011, 124 pages

DE FELCOURT Guy*, L'usurpation d'identité, ou l'art de la fraude sur les données personnelles*, CNRS Editions, 2011

COLLECTIF, *Données personnelles et vie privée*, Réseaux, volume 29, n° 167, juin-juillet 2011

FOREST David, *Droit des données personnelles*, Édition Gualino, Collection : Droit en Action, 2011, ISBN : 978-2-297-01502-8

TÜRK Alex*, La vie privée en péril - Des citoyens sous contrôle*, Odile Jacob, 2011

GARNIER Alain et HERVIER Guy, *Le réseau social d'entreprise*, Hermès Lavoisier, collection Management et Informatique, 2011

BELL Gordon, GEMMEL Jim, *Total recall*, Flammarion, Collection Documents et Essais, 2011

BROADBENT Stefana, *L'intimité au travail - L'irruption de la sphère privée et des communications privées dans l'entreprise,* Présence / Essai, 2011, ISBN : 978-2-916571-50-8

FORAY Bernard, *La Fonction RSSI - Guides pratiques et retours d'expérience*, Dunod, 2011

TANNIER Xavier, *Se protéger sur Internet, Conseils pour la vie en ligne*, Eyrolles, collection Accès Libre, 2011, ISBN 978 2 212 12774 4

ROQUES-BONNET Marie-Charlotte, *Le droit peut-il ignorer la révolution numérique ?,* livre tiré d'une thèse de doctorat de Madame intitulée *La constitution et l'Internet*, Université Toulouse I (premier prix de thèse « Informatique et Libertés » CNIL 2010). Editions Michalon, 2010

AGHROUM Christian*, Les mots pour comprendre la cybersécurité : Et profiter sereinement d'Internet*, Editions DIKO/Décode Lignes de repère, 2010

MANACH Jean-Marc, *La vie privée, un problème de vieux cons ?*, éditions Fyp, 2010, 224 pages, ISBN 9782916571393

KAPLAN Daniel, avec BELLEIL Arnaud, FRANCOU Renaud, NEPOTE Charles et RAVET Serge *Informatique, libertés, identités*, FING, 2010

ROCHELANDET Fabrice*, Economie des données personnelles et de la vie privée*, La Découverte, collection Repères, 2010

LEVARD Olivier, SOULAS Delphine, *Facebook : mes amis, mes amours ... des emmerdes ! La vérité sur les réseaux sociaux*, éditions Michalon, 2010, ISBN : 978-2-84186-517-8

COLLECTIF, *Touche pas à ma vie privée*, Que Choisir numéro spécial n° 81, 2009

DESGENS-PASANAU Guillaume*,* FREYSSINET Eric, *L'identité à l'ère numérique*, Dalloz, 2009, ISBN : 978-2247080618

COLLECTIF, *La régulation des données personnelles*, n° 42 de la revue Légicom, édité par Victoires Editions, 2009

FOREST David, *Abécédaire de la société de surveillance*, 2009, éditions Syllespe

COLLECTIF, sous la direction de MERZEAU Louise et d'ARNAUD Michel *Traçabilité et réseaux*, n° 53 de la revue Hermès, éditée par le CNRS, 2009

SADIN Eric, *Surveillance globale*, édition Climats, 2009

LACOUR Stéphanie (sous la direction de) ; KIRCHNER Claude (préface de), DE LAMBERTERIE Isabelle (postface de), *La Sécurité de l'individu numérisé, Réflexions prospectives et internationales*, L'Harmattan, 2009

FÉRAL-SCHUHL Christiane, *Cyberdroit : Le droit à l'épreuve de l'Internet,* Dalloz-Sirey (5e édition revue et augmentée), 2009

COLLECTIF, *Big Brother Awards, les surveillants surveillés*, La Découverte, 2008, ISBN : 2-35522-014-X

BENSOUSSAN Alain, *Informatique, Télécoms et Internet*, Francis Lefebvre, 2008 (4e édition)

ITEANU Olivier, *L'identité numérique en question – 10 scénarios pour la maîtrise juridique de son identité sur Internet*, Eyrolles, 2008

BENSOUSSAN Alain, *Informatique et Libertés*, Francis Lefebvre, 2008

CHASSIGNEUX Cynthia, *Guide pour l'élaboration d'une politique de confidentialité*, Montréal, Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique, 2008

DE BLOMAC Françoise, ROUSSELIN Thierry, *Sous surveillance ! Démêler le mythe de la réalité : Internet, satellite, téléphone portable, GPS, vidéo, biométrie, puces électroniques, fichiers...*, Editeur : Les Carnets de l'info, 2008, ISBN : 978-2-9166-2829-5

COLLECTIF, *La tyrannie technologique*, Editeur L'Echappée, 2007, ISBN : 2-915830-06-1

BLOT-LEFEVRE Philippe, CABAY Catherine, POUPIN Daniel, *Droit d'usage et protection des données numériques*, par Editeur Editéa, 2007, ISBN : 9782352020103

COLLECTIF, *Informatique diffuse*, Editions Tec & Doc. Rapport de synthèse des travaux du Groupe de l'OFTA (Observatoire Français des Techniques Avancées), 2007

COLLECTIF, *Libertés, Vie Personnelle et Informatique de a à Z*, Groupe Revue Fiduciaire, 2007, ISBN-10 : 2757900676, ISBN-13 : 978-2757900673

COLLECTIF, *Informatique et Libertés - Mode d'emploi*, Groupe Revue Fiduciaire, 2007, ISBN 2-7579-0067-6

ALBERGANTI Michel, *Sous l'œil des puces, La RFID et la démocratie*, Actes Sud, 2007, ISBN 978-2-7427-6701-4 / AS4542

WEBER Alain, *Biométrie et carte d'identité*, in *L'état des droits de l'Homme en France*, La Découverte, Collection Sur le Vif, 2006

MALLET-POUJOL Nathalie (dossier réalisé par), *Traçage électronique et libertés*, La Documentation française, n° 925, 2006

COLLECTIF, *Informatique et Libertés*, Editeur : Les Journaux Officiels, Collection : Aux sources de la loi n° 1947, 2005, ISBN : 2110758457 - EAN : 9782110758453

LAFFAIRE Marie-Laure, *Protection des données à caractère personnel*, Editions d'Organisation, Collection Guide Pratique, 2005, ISBN : 2-7081-3235-0

LARRIEU Jacques, *Droit de l'Internet*, Editeur : Ellipses, Collection Mise au point, 2004, ISBN 2729822348

BENSOUSSAN Alain, BARBRY Eric, *La loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique*, Editeur : La Gazette du Palais, 2004

BENSOUSSAN Alain, *Le tableau de bord juridique du DSI*, Editions Gartner France, 2004

CHASSIGNEUX Cynthia, *Vie privée et commerce électronique*, Prix de la Faculté des études supérieures pour la meilleure thèse dans la catégorie « sciences sociales » pour l'année 2004, 2004, ISBN : 2-89400-184-3

COSTES Lionel, DANGU Sophie, FINET Nathalie, MARCELLIN Sabine, *Droit de l'informatique et des réseaux*, Lamy, 2003, ISBN-10 : 272121019X, ISBN-13 : 978-2721210197

DE BENALCAZAR Isabelle, *Droit du travail et nouvelles technologies. Collectes des données, Internet, Cybersurveillance,*

Télétravail, Gualino Editeur, 2003, ISBN-10 : 2842006453, ISBN-13 : 978-2842006457

AOUN Frédéric, RASLE Bruno, *Halte au Spam*, Eyrolles, 2003

DUFOURNAUD Jean-Luc, *Informatique et Libertés ; les banques et le traitement des données*, Editeur : Revue Banque, 2002, ISBN : 2857390602 – EAN : 9782857390602

FENOLL-TROUSSEAU Marie-Pierre, HAAS Gérard, *La Cybersurveillance dans l'entreprise et le droit : Traquer, être traqué*, Editeur : Litec, 2002, ISBN-10 : 2711133907, ISBN-13 : 978-2711133901

DEVÈZE Jean, FRAYSSINET Jean, LUCAS André, *Droit de l'informatique et de l'Internet*, Presses Universitaires de France - PUF, Collection : Themis, 2001, ISBN-10 : 2130518222, ISBN-13 : 978-2130518228

VERBIEST Thibault, WÉRY Etienne, *Le droit de l'Internet et de la société de l'information. Droits européen, belge et français*, Editeur : Larcier, 2001, ISBN 2804407195

DE LAMBERTERIE Isabelle, LUCAS Henri-Jacques (sous la direction de), *Informatique, libertés et recherche médicale*, Editeur : CNRS Editions, 2001, ISBN-10 : 2271058813, ISBN-13 : 978-2271058812

RAY Jean-Emmanuel, *Le droit du travail à l'épreuve des NTIC*, Editions Liaisons, 2001, ISBN 2.87880.422.3

COLLECTIF, *RH & NTIC, évolution ou révolution ?,* Editions Liaisons, 2001, ISBN 2.87880.425.2

BOCHURBERG Lionel, CORNUAUD Sébastien, *Internet et la vie privée au bureau*, collectif, Delmas Express, 2001, ISBN-10 : 224704560X, ISBN-13 : 978-2247045600

FENOLL-TROUSSEAU Marie-Pierre, HAAS Gérard, *Internet et protection des données personnelles*, LexisNexis Litec, Collection Droit @ Litec, 2000, ISBN 2711131793

LEXIQUE FRANÇAIS-ANGLAIS « PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES »

Ce glossaire, établi par le Service des affaires européennes et internationales de la CNIL, est reproduit dans cet ouvrage avec l'aimable autorisation de la Commission Nationale Informatique et Libertés.

Accès non autorisé : *Unauthorised access*
Acte réglementaire : *Regulation*
Acte réglementaire unique : *Single regulation*
Activités personnelles ou domestiques : *Personal or domestic activities*
Adéquates, pertinentes et non excessives (données) : *Adequate, relevant and non excessive (data)*
Administration de soins (de traitement) : *Provision of medical services/care/treatment*
Administration électronique : *e-government*
Adresse électronique nominative du salarié : *Employee's designated e-mail address*
Alinéa : *First paragraph, subparagraph*
Anonymisation (procédé d') : *Anonymisation process*
Appartenance syndicale : *Trade union affiliation*
Astreinte : *Periodic Penalty Payments (Article 103 Treaty on the Functioning of the European Union)*
Ateliers d'information : *Targeted informational workshops*
Atteinte (grave) aux droits et libertés : *(Serious) breach of rights and liberties*
Atteinte à la vie privée : *Breach of privacy rights*
Audition sur convocation : *Summons for hearing*
Authentification : *Authentication*
Autorisation de la CNIL : *Authorisation by the CNIL*
Autorisation accordée : *Authorisation granted*
Autorisation rejetée : *Authorisation refused*

CORRESPONDANT INFORMATIQUE ET LIBERTÉS : BIEN PLUS QU'UN MÉTIER

« ***Comment ?***
Vous n'avez pas encore de Correspondant Informatique et Libertés ! »

En matière de protection de données à caractère personnel, la loi, à elle seule, ne suffit pas. La fonction de Correspondant Informatique et Libertés, créée par le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005, est un élément clé de régulation, par la pratique.

À l'occasion du dixième anniversaire de la création du métier de Correspondant Informatique et Libertés, l'association qui les regroupe et les représente a demandé à ses membres de proposer un texte qui, chacun, montre une facette de cette nouvelle et passionnante profession qui marie les aspects juridiques, techniques, humains et sociétaux. Cet ouvrage aborde donc, du point de vue du praticien, des sujets aussi divers que le consentement, l'utilisation de la biométrie et des cookies traceurs, la synergie entre les métiers de la conformité Informatique et Libertés et ceux de la qualité, l'intérêt légitime, la sécurisation des données, les flux d'information vers les États-Unis, la conformité des traitements de mesure des risques psychosociaux ou les évolutions prévisibles en matière de traitement de données personnelles de santé.

Il faut avoir de l'ambition pour ce nouveau métier, très prenant, qui se fonde sur la primauté de la personne comme le dit l'article premier de la Loi Informatique et Libertés : « *L'informatique doit être au service de chaque citoyen […] Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques* ».

Livre collectif écrit par Pascal Alix, Jeanne Bossi, Philippe Boucher, Armande Bru-François, Isabelle Cantero, Eric Caprioli, Johanna Carvais, Emmanuel Cauvin, Isabelle Charpentier, Dominique Ciupa, Georges Courteline, Amandine Delsuc, Florence Eon, Stéphanie Faber, Corentin Hellendorff, Christophe Jolivet, Joëlle Jouret, Garance Mathias, Aurélie Merquiol, Bruno Rasle, Julien Rossi, Clémence Scottez, sur une proposition et sous la direction de Bruno Rasle.

www.afcdp.net
© 2015 Auteur et éditeur AFCDP. Tous droits réservés.

AFCDP
Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel